

Encadré 4.2. Les réformes du Liban : améliorer l'efficacité du système de santé, augmenter la couverture et réduire les dépenses directes des ménages

En 1998, le Liban a dépensé 12,4% de son PIB pour la santé, plus que tout autre pays de la région méditerranéenne orientale. Les dépenses directes des ménages, représentant 60% des dépenses de santé totales, étaient aussi parmi les plus élevées de la région et constituaient un obstacle important pour les personnes à faible revenu. Depuis lors, une série de réformes a été mise en place par le ministère de la Santé afin d'améliorer l'équité et l'efficacité.

Les composants clés de cette réforme ont été : la réorganisation du réseau des soins primaires du secteur public, l'amélioration de la qualité des hôpitaux publics et de l'utilisation rationnelle des technologies médicales et des médicaments. Ce dernier point comprenait l'augmentation de l'utilisation de médicaments génériques de qualité assurée. Le ministère de la Santé a aussi cherché à renforcer son leadership et ses fonctions de gouvernance par une autorité régulatrice nationale en matière de technologie sanitaire et biomédicale, par un système d'accréditation pour tous les hôpitaux et l'engagement par contrats avec les hôpitaux privés pour des services spécifiques pour les patients hospitalisés à des prix définis. Il possède maintenant une base de données qu'il utilise pour surveiller les prestations de services dans les établissements de santé publics et privés.

L'amélioration de la qualité des services dans le secteur public, aux niveaux primaire et tertiaire, a donné lieu à une augmentation de l'utilisation, en particulier chez les pauvres. En tant que prestataire de services important, le ministère de la Santé est désormais plus à même de négocier les tarifs de services qu'il achète aux hôpitaux privés et peut utiliser la base de données pour contrôler les coûts unitaires de différents services hospitaliers.

L'utilisation de services préventifs, promoteurs et curatifs, en particulier chez les pauvres, s'est améliorée depuis 1998, de même que les résultats sanitaires. La réduction des dépenses en matière de médicaments, combinée à d'autres gains d'efficacité, signifient que les dépenses de santé en tant que partie du PIB ont baissé de 12,4 à 8,4%. Les dépenses directes des ménages en tant que partie des dépenses de santé totales ont chuté de 60 à 44%, en augmentant les niveaux de protection du risque financier.